175 DINARS POUR UN EURO

Le marché informel de la devise flambe

La monnaie unique européenne, l'euro, s'envole. Hier, un euro s'échangeait à 175 dinars sur le marché parallèle. Quelles sont les raisons de l'envolée de la devise européenne face à la dépréciation de la monnaie nationale ?

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Au square Port-Saïd, la bourse à ciel ouvert d'Alger, les cambistes affichent fièrement leurs billets d'argent à la main. Le client sera facilement servi en achat et en vente de la devise. Cependant, le taux de change a atteint hier une barre inégalée.

En 48 heures, la monnaie unique européenne a flambé. En pleine période estivale et saison de hadj, un euro était coté à 163 dinars sur le marché parallèle et à 135 au niveau des banques.

Depuis vendredi, un euro valait jusqu'à 175 dinars. Une envolée que les cambistes n'expliquent pas, mais qui relève de plusieurs facteurs selon des spécialistes. L'économiste Bachir Messaïtfa incombe cette situation en premier lieu à une raison technique due à la chute des prix du pétrole qui a favorisé la dépréciation du dinar.

Vendredi dernier, dit-il, un euro valait 120 dinars sur le marché officiel des banques contre 180 dinars la semaine passée. «Le marché parallèle suit systématiquement cette montée du taux de change formel» dit-il.

La deuxième raison, poursuit-il, est économique. Il explique que «le surplus de la liquidité sur le marché parallèle contre le dinar documentaire, chèque, fait baisser la valeur du dinar par rapport à l'euro, l'offre du dinar est élastique contrairement à la monnaie européenne qui est stable».

L'expert international Abdelmalek Serraï estime, pour sa part, que les Algériens n'ont aucune confiance dans le système bancaire. Selon lui, le gouvernement en appelant les Algériens à déposer leur argent informel dans les banques a produit l'effet contraire. «Les gens ont peur que le gouvernement récupère leur argent, alors ils ont préféré utiliser leur argent liquide à travers l'achat de la devise», analyse-t-il. Ainsi l'offre a augmenté sur la monnaie étrangère et européenne en particulier car les Algériens préfèrent garder la monnaie étrangère, qui est plus sûre, contre la monnaie nationale.

Le min0istre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, tout en affirmant que des sommes importantes du marché informel ont été intégrées dans le circuit formel, a appelé les Algériens notamment les commerçants à adhérer à cette démarche du gouvernement à éradiquer l'argent informel. «Pourquoi aller s'endetter chez les étrangers alors que nous avons de l'argent qui circule chez nous ?», a-t-il soutenu.

Cependant, est-il possible de faire de l'épargne dans une conjoncture économique actuelle jugée incertaine ?

Les Algériens notamment les hommes d'affaires préfèrent transférer leurs fonds à l'étranger à travers l'achat de biens immobiliers. Ce marché a vu son prix s'effondrer notamment en Espagne en raison de la crise économique.

Photo : Samir Sid

Une envolée que les cambistes n'expliquent pas.

D'ailleurs, même s'il n'est pas transféré, l'argent liquide est investi dans le pays dans le même créneau. «La situation économique du pays est floue, alors j'ai décidé de l'achat de biens immobiliers sur les villes côtières du pays et les louer, au lieu de laisser mon argent dans les banques», confie un homme d'affaires.

Le marché de la devise aura encore certainement de beaux jours devant lui. Les inquiétudes des Algériens face à un éventuel changement de billets de banque, en dépit des assurances du gouvernement qui dit le contraire, font flamber la monnaie étrangère devant l'augmentation de l'offre.

S. A.

ELLE VIENT D'ÊTRE ADOPTÉE

Une nouvelle organisation à Sonatrach

La Sonatrach vient d'adopter une nouvelle configuration organisationnelle des structures centrales en fusionnant plusieurs entités ou en rattachant des directions centrales du groupe, autrefois dépendantes de la DG, à leurs activités respectives.

Le groupe pétrolier vient encore de créer deux nouvelles directions centrales exécutives pour s'aligner sur le mode de fonctionnement des grandes compagnies du monde.

Ainsi, on apprend que deux directions centrales exécutives, à savoir celle chargée de la gestion des associations (DCG AST) et celle dont dépendaient les infrastructures de l'industrie pétrochimique (DCG PEC) ont été reléguées à leur juste rôle. Elles chevauchaient avec des activités dont les responsables sont au rang de vice-présidents désignés par le chef de l'Etat.

La direction des industries pétrochimiques revient donc de droit à l'Activité Aval et ne dépend plus du P-dg du groupe. Les activités de cette structure seront désormais directement contrôlées par le vice-président Aval qui aura toute la latitude d'approuver ou de rejeter ses plans de développement. L'enjeu, à ce niveau, est de taille.

La Sonatrach prévoit la construction de quatre raffineries et jusqu'ici, on ignorait la partie qui allait chapeauter ce programme. Avec son ancien organigramme, la Sonatrach maintenait l'amalgame entre la DGC PEC à l'Activité Aval. Désormais, ce sera la PEC qui exécutera le programme sous le contrôle de l'Aval.

Photo : DR

Sonatrach a décidé de limiter l'importation de savoir-faire étranger.

L'autre nouveauté dans la restructuration de la Sonatrach réside dans l'affectation de la Direction centrale du groupe associations (DGC AST) à l'Activité Amont. Pour les experts, il s'agit en fait d'un retour aux sources. Cette direction, qui dépendait toujours du vice-président Amont, a été rehaussée par un ancien P-dg de la Sonatrach, au rang de direction exécutive et rattachée directement à la Direction générale du groupe. Du coup, cette direction était devenue un Etat dans l'Etat. Elle gère tous les permis exploités par la Sonatrach avec les compagnies étrangères et n'a aucun lien organique avec le vice-président Amont.

Le DGC Associations contrôlait pratiquement 30% de la production nationale et a toujours échoué dans ses démarches avec les partenaires étrangers pour respecter leurs engagements contractuels. Les scandales liés à BP, ENI et récemment Petroceltic n'auraient jamais pu avoir lieu si cette structure avait été assez vigilante et moins conciliante avec les partenaires étrangers.

Mise en conformité

A travers ce nouveau redéploiement, la Sonatrach vient de fusionner certaines structures pour créer la direction des Marchés et Logistique (MLG) qui vient d'absorber la direction d'audit (MAC), redéfinie en simple direction qui devra chapeauter les achats et la logistique. Depuis des années, cette direction MAC ne fait que saigner la Sonatrach. Elle a toujours tourné le dos aux sous-traitants qui contestaient les comportements de certains responsables de l'entreprise. Au lieu de résoudre ces différends, MAC adoptait des comportements qui incitaient les sous-traitants à recourir à l'arbitrage de la justice. Et souvent, ce sont des sentences lourdes qui auraient pu être évitées.

Cette restructuration de la Sonatrach a également apporté son lot de nouveautés par la création de la direction centrale Business Development. Celle-ci est chargée de la détection des opportunités de croissance et du lancement de nouveaux projets dans l'activité de base de l'entreprise.

De même, la Sonatrach a exprimé le besoin d'accéder à une technologie purement algérienne et limiter l'importation tous azimuts de savoir-faire étranger. La nouvelle direction Recherche et Développement (RDT) est ainsi chargée de promouvoir et de mettre en œuvre la recherche appliquée et de développer des technologies dans les métiers de base de l'entreprise.

Auparavant, l'activité de recherche et de développement se limitaient à celles produites par le CRD (Centre de recherche et de développement), dont la taille ne dépasse pas celle d'un laboratoire d'une petite université européenne. Cette structure ne répondait pas effectivement aux besoins technologiques du groupe pétrolier algérien. La Sonatrach vient ainsi d'annoncer sa volonté de s'ouvrir aux compétences algériennes pour développer certains procédés qui devront remplacer ceux qui sont importés.

La situation de l'entreprise, en termes de technologies, est tellement alarmante qu'elle a décidé de prendre le contrôle direct de cette activité et de limiter au maximum la sous-traitance.

Mokhtar Benzaki